



Secrétariat Exécutif

Programme Régional d'Appui Accès aux Marchés

Réponses des Organisations régionales face aux crises de 2007 et 2008



Moussa CISSE

Coordonnateur PRA/Accès aux Marchés

Un autre Sahel est possible !

www.cilss.bf





Plan

- I. Introduction
- II. Les réponses des OIG sur le plan conjoncturel et sur le plan politique en 2008
- III. Les réponses des OIG sur le plan conjoncturel et sur le plan politique en 2008
- IV. Conclusion

Nb: Seules les réponses centrées sur le marché et la sécurité alimentaire ont été retenues





I. INTRODUCTION

- ❖ Depuis 2007, la région ouest africaine est soumise à une alternance de crises de production et de crises d'inflation importée qui font augmenter les prix des produits locaux malgré de bonnes campagnes agricoles;
- ❖ Ce cycle a démarré en 2008 et menace de se reproduire en 2011, malgré une campagne agricole 2010 exceptionnelle;
- ❖ Le taux de dépendance aux importations de certains pays de l'espace reste élevé (Sénégal : 40 %, RCI : 60 %, Mauritanie : 70 %) et cela nuit au maintien des prix dans des fourchettes permettant un bon accès aux marchés pour les franges les plus vulnérables de la population;



I. INTRODUCTION (Suite)

- ❖ Globalement, on peut dire que la hausse des prix du riz importé s'applique mécaniquement au riz local;
- ❖ Une transmission de cette hausse sur les céréales sèches est également possible en cas de choc de prix important, comme cela a été le cas en 2009 dans la plupart des pays de l'espace, y compris les pays enclavés;
- ❖ Cette note vise à décrire l'action (les réponses) des organisations régionales dans ce contexte. Elle a été financière, politique et plus récemment d'ordre technique.



II. LES RÉPONSES DES OIG SUR LE PLAN CONJONCTUREL ET SUR LE PLAN POLITIQUE EN 2008

2.1 - Sur le plan conjoncturel

- L'UEMOA a appuyé ses Etats membres via des subventions pour réduire les déficits budgétaires liés à la levée des taxes à la porte et à la suspension de la TVA
- Les pertes fiscales s'élevaient en effet à plusieurs dizaines de milliards de FCFA dans les pays ayant appliqué ces mesures (Sénégal, Mali, Burkina...).



- **II. Les réponses des OIG sur le plan conjoncturel et sur le plan politique en 2008**
- **2.2 Sur le plan politique**
- **CEDEAO**
- **La CEDEAO a lancé un vaste chantier appelé « offensive régionale pour l'agriculture et contre la faim ». Il s'est agi de définir un plan de moyen terme selon trois volets :**
 - ❖ **la relance des productions vivrières;**
 - ❖ **la structuration des filières et des marchés dans l'espace régional**





II. Les réponses des OIG sur le plan conjoncturel et sur le plan politique en 2008

- *2.2 Sur le plan politique*
- la protection des populations les plus vulnérables via des filets de sécurité
- La CEDEAO a ensuite soutenu l'écriture de plans nationaux traduisant cette stratégie.
- Les Etats ont été appuyés par la FAO pour cet exercice.





II. Les réponses des OIG sur le plan conjoncturel et sur le plan politique en 2008

2.2 Sur le plan politique (suite)

Ces travaux ont pu contribuer de manière plus ou moins directe à la conception des plans de relance vivrière lancés par plusieurs pays :

- ✓ GOANA du Sénégal (qui a atteint des résultats substantiels sur les filières riz et arachide) ;
- ✓ Initiative riz du Mali, qui a permis une hausse de la production de plus de 50 % ;
- ✓ PUASA du Bénin ;
- ✓ Plans de relance riz et autres vivriers de la Côte d'Ivoire ;
- ✓ Plan de relance vivrière du Burkina (focalisé sur le riz et le maïs, avec des résultats notable sur le riz).





III. Actions structurantes de long terme, entreprises par les OIG depuis 2009

La région a la possibilité de prendre des mesures de plusieurs ordres :

- filets de sécurité (subvention complémentaire régionale);**
- organisations des marchés : bourses, interprofessions;**
- actions de stockage public et privé pour stabiliser les prix;**

Parmi ces outils, certains ont fait l'objet de travaux préparatoires.

Un autre Sahel est possible !

www.cilss.bf





III. Actions structurantes de long terme, entreprises par les OIG depuis 2009

*** CEDEAO**

- La région CEDEAO a décidé de la mise en place d'une cinquième bande pour son TEC. Elle se monte à 35 % et vise à protéger les produits communautaires des produits externes concurrents.

Dans le cas d'une hausse des prix mondiaux comme celle vécue en ce moment, la protection est là de facto.

C'est donc un allègement des taxes, voire une subvention à l'importation qui





III. Actions structurantes de long terme, entreprises par les OIG depuis 2009

- Les OIG ont entrepris des travaux pour la mise en place de deux outils communautaires contribuant à la baisse de la volatilité des prix : une bourse régionale des produits vivriers (en vue au sein de l'UEMOA) et un réseau des offices céréaliers (initiative par le CILSS, appuyée et soutenue l'UEMOA et la CEDEAO).





III. ACTIONS STRUCTURANTES DE LONG TERME, ENTREPRISES PAR LES OIG DEPUIS 2009 (suite)

□* UEMOA

La bourse régionale UEMOA sera en relation avec 8 bourses nationales. Les transactions porteront dans un premier temps sur des céréales (mil, sorgho, maïs, riz) et sur des légumineuses (arachide et niébé). Les différentes bourses prélèveront 1.5 % sur les transactions.

Elles auront un statut mixte, avec participation des Etats. Parmi les principaux actionnaires, des sociétés de négoce (SNI) de taille minimum feront tourner le système. Elles devront avoir une surface financière minimum équivalente à 3000 tonnes de produits et des capacités de stockage physiques de 1000 tonnes minimum.





III. ACTIONS STRUCTURANTES DE LONG TERME, ENTREPRISES PAR LES OIG DEPUIS 2009

L'UEMOA estime que les bourses nationales pourront canaliser en première année près de 10 % des transactions actuelles, 5% dans le cas de la bourse régionale. L'intérêt de ces bourses pour le maintien des prix dans une fourchette donnée tient à leur fonctionnement via deux types de transactions : des marchés au comptant, mais surtout des marchés à terme qui fixent et stabilisent les prix. Une cotation hebdomadaire par fixing est par ailleurs prévue.

Si on considère qu'une bourse nationale peut démarrer avec 5 SNI, la bourse brassera un maximum de 15 000 tonnes de produits, ce qui constitue déjà un changement d'échelle par rapport aux bourses promues par les ONG.





III. ACTIONS STRUCTURANTES DE LONG TERME, ENTREPRISES PAR LES OIG DEPUIS 2009 (suite)

□ CILSS

❖ Le RESOGEST : Le réseau des offices céréaliers va contribuer également à un meilleur fonctionnement du marché régional. Son système d'information permettra à chaque office, ainsi qu'au PAM, d'optimiser leurs achats sur le marché régional et d'importer d'autant moins. Un enjeu fort est de réussir ce type d'achats régionaux non seulement sur le bassin Est, souvent exposé aux crises de production, mais aussi sur le bassin Ouest, qui lui est exposé aux crises d'inflation importée.





III. ACTIONS STRUCTURANTES DE LONG TERME, ENTREPRISES PAR LES OIG DEPUIS 2009

- **Pour mémoire, le PAM a pu acheter près de 90 000 tonnes de produits vivriers dans l'espace ouest africain pour juguler la crise de 2010. Une meilleure organisation des achats au niveau de l'espace peut donc contribuer à limiter le recours aux importations.**



III. ACTIONS STRUCTURANTES DE LONG TERME, ENTREPRISES PAR LES OIG DEPUIS 2009 (suite)

□ UEMOA, CEDEAO

Les politiques agricoles de l'UEMOA et de la CEDEAO, avec le choix des filières bétail viande, riz, maïs, manioc et aviculture comme filières prioritaires, i restent les leviers les plus importants pour lutter contre l'instabilité des prix dans la région.

En effet la production de surplus marchands conséquents est la seule solution pour inverser les dynamiques actuelles, où l'on voit les denrées importées imposer leur prix comme prix directeur au bout de quelques mois. Ce scénario est possible. Par exemple, les prix du riz local au Mali sont désormais moins élevés que ceux du riz importé. Les efforts de relance vivrière de ce pays commencent à porter leurs fruits.





IV. CONCLUSION

- Les OIG ont tenté chacune selon ses domaines de compétences et les moyens dont elle dispose à apporter des réponses aux crises de 2007 2008;
- Si les réponses pour le court terme ont produit des effets plus ou moins constants, pour les réponses pour LT il faut encore du temps avant les premiers résultats;
- L'intérêt manifeste porté à la dimension régionale pour venir à bout des difficultés en matière de gestion de la sécurité alimentaire auxquelles les pays sont confrontés.





www.cilss.bf ■ Un autre Sahel est possible !

**Merci de votre aimable
attention**

